

Libération, vendredi 30 juillet 2004  
Par Nathalie RAULIN

## Les querelles franc-maçonnnes franchissent les murs du temple

**Une affaire de lettre anonyme révèle le malaise de la Grande Loge nationale française.**

Stupeur et tremblements dans les coulisses de la Grande Loge nationale française (GLNF). Mardi 20 juillet, le Grand Maître **Jean-Charles Foellner** et l'un de ses proches conseillers, le Grand Maître provincial d'Alpes-Méditerranée-Corse et avocat antibois François Stifani, sonnent le tocsin. Le conseil d'administration de l'obédience maçonnique est convoqué promptement au temple de la rue Christine-de-Pisan, dans le XVIIe à Paris, pour un briefing d'importance : une rumeur circule qu'il s'agit d'étrangler au plus vite. Faute de quoi les cartes du pouvoir pourraient être redistribuées sous peu au sommet de la Grande Loge.

L'incendie couve depuis début juillet. Plusieurs membres influents de la GLNF reçoivent par courrier anonyme une photocopie compromettante. Sur papier à en tête de la République du Congo-Brazaville, Rodolphe Adada, ministre des Affaires étrangères du président Sassou N'Gusso, y enjoint le trésorier payeur général de remettre 250 millions de francs CFA (380 000 euros) à « Jean-Charles Foellner, Grand Maître de la Grande Loge nationale française ». La somme est coquette, et la demande non motivée. La signature du ministre et les cachets congolais semblent conformes aux originaux. La référence à une fonction maçonnique dans un document officiel intrigue. Mais truquer une photocopie est un jeu d'enfant. Du pli, ses destinataires savent seulement qu'il a été posté à Paris. Impossible donc d'avoir foi en son contenu. « C'est un faux intellectuel mais aussi un faux en écriture publique puisqu'Adada est bel et bien ministre au Congo-Brazaville », dénonce François Stifani. Le 21 juillet au matin, après délibérations, le conseil d'administration de la GLNF a décidé de porter plainte au pénal. Histoire de mater une éventuelle fronde. Car en interne certains se disent ébranlés. Depuis quelques années, la GLNF tisse trop assidûment sa toile en Afrique pour ne pas éveiller leur méfiance.

Potentats. Les festivités organisées en décembre 2003 à l'occasion du 90e anniversaire de l'obédience ont mis le feu aux poudres. Dans le hall du Grand Hôtel de Cannes, étaient projetées en boucle les images de l'arrivée de deux invités d'honneur, **Omar Bongo Ondimba** et **Denis Sassou N'Gusso**, escortés par le Grand Maître de la GLNF tout sourire. Les hommes en armes qui accompagnent les dirigeants gabonais et congolais font désordre sur la Croisette. « On avait les potentats africains mais pas la République française », s'étrangle un maçon. Surtout, la présence des deux chefs d'Etat en dit long sur l'influence grandissante sur le continent africain de la GLNF, seule obédience reconnue « régulière » par la Grande Loge unie d'Angleterre, réputée mère de la franc-maçonnerie mondiale. Fort de ces réseaux internationaux « naturels », les 32 000 initiés (revendiqués) de la GLNF ont un accès direct aux 7 millions de frères présents hors de l'Hexagone. Inversement, ses membres peuvent essaimer ailleurs. Initié en France, Denis Sassou N'Gusso a obtenu courant 2001 de la GLNF la reconnaissance de sa propre obédience. Devenu Grand Maître dans son pays, le président congolais a recruté à tour de bras dans les hautes sphères africaines pour remplir ses loges. En France, on s'interroge à voix basse sur le prix de cette (re) conquête africaine.

Car les frères ont soupé du scandale. A la fin des années 90, la GLNF a vu sa réputation ruinée par l'affairisme et le trafic d'influence. Avec l'entrée dans le nouveau millénaire, l'obédience veut croire à sa rédemption.

Reprise. Elu Grand Maître, Jean-Charles Foellner promet urbi et orbi une opération « mains propres » qui ne fera pas l'économie de centaines d'exclusions. La reprise en main vient, mais pas sur le mode attendu. Les exclusions sont l'exception, en revanche les finances des 23 provinces maçonniques sont auditées. Au prétexte de faciliter la communication interne, quelque 80 « correspondants et informateurs » sont disséminés dans les loges. A la base, la critique est proscrite. Les archives de l'obédience sont rapatriées au siège de la rue Christine-de-Pisan dont l'ascenseur est doté d'une carte magnétique pour filtrer l'accès au troisième étage, décisionnaire. L'organisation était pyramidale, elle est désormais centralisée à l'extrême. Une poignée d'initiés détient le pouvoir et en use pour modifier le règlement intérieur, réaffecter les actifs immobiliers, dynamiser une fondation tournée vers l'international. Privés d'informations, les autres redoutent le pire.

Mutins. Pour François Stifani, c'est l'évidence. L'attaque est téléguidée par ces « ennemis de l'intérieur » qui veulent renverser Jean-Charles Foellner par « ambitions personnelles ». Le 17 septembre, le Souverain Grand Comité, sorte de sénat composé de 300 initiés, doit étudier la recevabilité des candidatures en vue de l'élection au poste suprême, début décembre. Simple formalité à l'accoutumée : il est de tradition à la GLNF que personne ne cherche noise au Grand Maître, pour peu qu'il postule à sa propre succession. Férule trop rude ? Trop douteuse ? Dès janvier, plusieurs hauts responsables faisaient discrètement part de leur désir de s'opposer à la reconduction de Jean-Charles Foellner. Selon François Stifani, deux frères sont sur les rangs. Jusqu'à présent, un seul, Gérard Ramond, a fait officiellement acte de candidature. Pour cause : mi-février, sitôt connues ses intentions, sa charge de Grand Maître provincial d'Occitanie lui a été retirée. De quoi inciter les mutins à plus de retenue. Soupçonnant que les dirigeants de la GLNF voudraient lui attribuer la paternité de la photocopie anonyme, Gérard Ramond a devancé l'appel. Mercredi, dans une lettre adressée au Grand Maître, mais à diffusion large, il indique avoir reçu « anonymement » des « accusations particulièrement graves » auxquelles il réclame que soit mis un terme, pour éviter qu'elles éclaboussent « l'ensemble de notre fraternité comme ce fut le cas par le passé ». Au passage, Ramond décline toute responsabilité dans ces documents. « J'ai choisi, écrit-il, de faire connaître ma vision du monde à visage découvert sans jamais accepter d'attenter à l'intégrité des personnes. » Et d'inviter Foellner au « débat d'idées » plutôt qu'à « l'affrontement méprisable ». Un vœu pieux